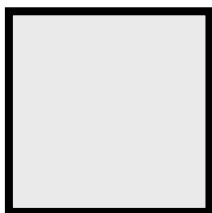


COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER

Plan Local d'Urbanisme



Modification



Règlement

- PLU approuvé le 27 février 2008
- Modification approuvée le 11 juin 2013

André SCHWARTZMANN Urbaniste 462, rue du Colonel Casteljau 39000 Lons le Saunier tel 03 84 24 33 00

SOMMAIRE

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	3
TITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES.....	
ZONE UA	6
ZONE UE	15
ZONE UF	22
TITRE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES et AGRICOLES	
ZONE A.....	29
ZONE N.....	36

TITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Ce règlement est établi conformément aux articles L.123 et R.123 du Code de l'Urbanisme.

Il s'applique aux occupations et utilisations du sol suivantes qui sont soumises à autorisation ou déclaration :

- les constructions,
- les lotissements,
- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les terrains de camping et de caravanning,
- le stationnement des caravanes et des campings-cars,
- les terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs,
- les installations et travaux divers :
 - les parcs d'attraction et les aires de jeux et de sports ouverts au public
 - les aires de stationnement ouvertes au public,
 - les dépôts de véhicules et les terrains affectés au garage collectif de caravanes
 - les affouillements et les exhaussements du sol,
 - les éléments de paysage identifiés comme étant à protéger,
- les carrières,
- les clôtures,
- les travaux de démolition,
- les coupes ou abattages d'arbres compris dans un espace boisé classé,
- les défrichements, étant précisé que les demandes de défrichement concernant les espaces boisés classés sont irrecevables.

ARTICLE 1 - Champ d'application territorial du plan

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Villy-le-Moutier.

ARTICLE 2 - Portée respective du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols

1.les articles d'ordre public des règles générales d'urbanisme

Les dispositions du présent règlement se substituent à celles énoncées aux articles R.111-2 à R.111-26 du Code de l'Urbanisme dites "Règles Générales de l'Urbanisme" à l'exception des articles d'ordre public :

- Article R.111-2 : Salubrité et sécurité publiques.
- Article R.111-3-2 : Conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.
- Article R.111-4 : Desserte des terrains, sécurité des usagers, accès, stationnement.
- Article R.111-14-2 : Respect des préoccupations d'environnement.
- Article R.111-15 : Respect de l'action d'aménagement du territoire.
- Article R.111-21 : Respect du patrimoine urbain naturel et historique

2. Les articles L.111-9 et L.421-4 du code de l'urbanisme

Ils sont applicables à toute demande d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol sur un terrain compris dans le périmètre d'une opération soumise à enquête préalable d'utilité publique ou déclarée d'utilité publique.

3. Les articles L.111-10 et L.123-6 du code de l'urbanisme

Sur leur fondement peut être opposé un sursis à statuer à toute demande d'occuper et d'utiliser le sol.

4. L'article L123-1-13 du code de l'urbanisme

En application de l'article L123-1-13 du code de l'urbanisme :

- a) « Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat. ».
- b) « L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface hors œuvre nette, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface hors œuvre nette existant avant le commencement des travaux. ».

5. L'application de l'article 35-111 de la Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992

Selon l'article 35-111 de la loi sur l'eau, la commune de Villy le Moutier a défini son zonage d'assainissement des eaux usées qui figure à l'annexe 4.

Il définit les zones d'assainissement non collectif où la Communauté de Communes de Nuits Saint Georges est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement autonome et, si elle le désire, leur entretien.

6. La loi sur les vestiges archéologiques

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion des travaux quelconques doivent être immédiatement signalées au Maire de la Commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne, Service régional de l'Archéologie (39 rue Vannerie – 21000 Dijon ; tel 03 80 68 50 18 ou 03 80 68 50 20).

Le décret n°2004-490 prévoit que : « Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations » (art.1).

Conformément à l'article 7 du même décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux... peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance.. ».

Par ailleurs, en application de l'article R.111.3.2 du code de l'urbanisme, le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions sont de nature par leur localisation, à compromettre la conservation ou mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques

Les sites archéologiques de la commune sont localisés dans le rapport de présentation (chapitre II.4)

7. Les zones d'isolement acoustique le long des voies de transport terrestre

Conformément au décret du 9 janvier 1995 et en application de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2000 portant classement des infrastructures de transport terrestres et prescrivant l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit, les constructions nouvelles situées dans un secteur affecté par le bruit doivent faire l'objet d'une isolation acoustique selon les dispositions du décret du 9 janvier 1995. (voir Annexe 2).

8. les zones inondables

Certains secteurs de la commune ont été identifiés par l'Atlas des zones inondables du Meuzin (*Voir Rapport de présentation chapitre II.2*). Dans ces secteurs, les demandes d'occupation et d'utilisation du sol doivent être soumis à l'avis des services compétents de la Direction départementale des territoires. Elles font par ailleurs l'objet dans le règlement de prescriptions particulières aux fins de protéger les biens et les personnes contre les risques.

9. les risques d'exposition au plomb

La commune comme l'ensemble du département de Côte d'Or a été classée en zone à risque d'exposition du plomb par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 (*voir Annexe 1*).

10. Les servitudes d'utilité publique

S'ajoutent aux règles propres du plan local d'urbanisme les prescriptions prises au titre des législations spécifiques concernant les servitudes d'utilité publique affectant l'occupation ou l'utilisation du sol, qui font l'objet de l'annexe 4 du présent dossier.

Ce règlement est établi conformément à l'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme.

Il s'applique aux occupations et utilisations du sol suivantes qui sont soumises à autorisation ou déclaration :

- les constructions,
- les lotissements,
- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les terrains de camping et de caravaning,
- le stationnement des caravanes et des campings-cars,
- les terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs,
- les installations et travaux divers :
 - les parcs d'attraction et les aires de jeux et de sports ouverts au public
 - les aires de stationnement ouvertes au public,
 - les dépôts de véhicules et les terrains affectés au garage collectif de caravanes
 - les affouillements et les exhaussements du sol,
 - les éléments de paysage identifiés comme étant à protéger,
- les carrières,
- les clôtures,
- les travaux de démolition,
- les coupes ou abattages d'arbres compris dans un espace boisé classé,
- les défrichements, étant précisé que les demandes de défrichement concernant les espaces boisés classés sont irrecevables.

ARTICLE 3 - Division du territoire en zones

Le territoire couvert par le plan local d'urbanisme est divisé en zones urbaines, zones Agricoles et en zones naturelles.

Les plans comportent aussi :

- les terrains classés comme espaces boisés à conserver ou à créer,
- les emplacements réservés.

1. Les zones urbaines

Les zones urbaines auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre II, couvrent le territoire déjà construit ainsi que les terrains équipés ou qui le seront à court terme. Ce sont les zones dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions.

Elles comprennent :

- **la zone UA** : zone d'habitat et d'activités à caractère ancien, qui comprend
 - un secteur UA1 : « cœur de village ,
 - un secteur UA1i ; « cœur de village, secteurs inondables »
 - des secteurs UAi « secteurs inondables »
 - un secteur UAh « secteur humide »
- **la zone UE** : zone de loisirs communale
- **la zone UF** : zone affectée aux activités économiques,

2 - Les zones agricoles et naturelles

Elles comprennent :

- **la zone A** : zone agricole, qui comprend :
 - un secteur Ai: « secteur inondable »,
 - des constructions « Ap » patrimoniales.
- **la zone N** : zone naturelle et forestière qui comprend :
 - le secteur Ni « secteur naturel inondable »,
 - le secteur Np « étang de pêche »
 - le secteur Nc « camping »
 - le secteur Ne « élevage »
 - le secteur « Nei » « secteur d'élevage inondable »
 - le secteur « Neh » « secteur d'élevage humide »
 - le secteur Nj « jardins »
 - le secteur « Nji » « secteur de jardins inondable »
 - le secteur « Njh » « secteur de jardins humide »

3 - Les espaces boisés classés à conserver

Ils sont listés et repérés sur les documents graphiques (3.2.1. et 3.2.2) . Ils sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 à L.130-5 et R.130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

4 - Les emplacements réservés

Ils sont listés et repérés sur les documents graphiques (3.2.3, 3.2.4 et 3.2.5). La destination, la superficie et le bénéficiaire de la réservation sont précisés pour chacun d'entre eux.

6. Les ensembles ou éléments à préserver au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme

Les ensembles et éléments à préserver: constructions et éléments bâtis, murs, murets, haies, talus, et bandes enherbées sont localisés sur les documents graphiques et listés en annexe du règlement (*Annexe 3.1.2. du règlement*).

ARTICLE 4 - Adaptations mineures

Les adaptations mineures dérogeant à l'application stricte d'une des règles 3 à 13 des règlements de zones, rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes font l'objet d'une décision motivée.

TITRE 2 - ZONES URBAINES

ZONE UA

VOCATION DE LA ZONE

Principalement affectée à l'habitation, cette zone à caractère ancien peut accueillir des constructions abritant des services et activités diverses compatibles avec l'habitation.

La zone UA comprend :

- un secteur UA1 « cœur de village »,
- deux secteurs UA_i et UA1_i identifiés comme inondables dans l'atlas des zones inondables du Meuzin,
- un secteur UA_h identifié comme humide et soumis à des remontées d'eau.

Dans l'ensemble de la zone UA, et ceci afin de préserver la qualité architecturale et urbaine de la commune, les démolitions sont soumises à autorisation préalable de démolir en application des articles L.123-1-7 et R.123-11.h du code de l'urbanisme.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE UA1 - Occupations et utilisations du sol interdites

- Sur l'ensemble de la zone UA :

Sont interdits :

- les installations classées soumises à autorisation et à déclaration,
- les caravanes isolées, les camping cars,
- les terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs,
- les camps d'accueil pour tentes et caravanes,
- les parcs d'attractions ouverts au public,
- les dépôts de véhicules désaffectés,
- les terrains affectés au garage collectif de caravanes,
- les carrières.

- En secteur UA_i et UA1_i inondables et UA_h humides :

Sont interdits :

- les créations de sous-sol enterrés ou aériens,
- les remblaiements sauf s'ils sont liés à des travaux de bâtiments et d'infrastructures de transports autorisés.
- les clôtures nouvelles à l'exception des clôtures agricoles et des clôtures autorisées sous conditions à l'article UA2.

ARTICLE UA2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- Dans l'ensemble de la zone UA :

Sont autorisées sous réserve qu'elles soient compatibles avec un quartier d'habitation et qu'elles n'engendrent pas de risques incompatibles avec le caractère de la zone :

- les constructions à usage hôtelier,
- les constructions à usage d'activités économiques,
- les constructions à usage d'entrepôts commerciaux,
- les constructions destinées au logement des récoltes et du matériel agricole.

- Dans les secteurs UAi, UA1i et UAh :

L'ensemble des demandes d'occupation et d'utilisation du sol doivent être soumis à l'avis des services compétents de la Direction départementale de l'équipement.

Sont autorisées :

- les clôtures nouvelles végétales ou avec simple grillage sans mur bahut,
- l'entretien et la restauration des murs anciens.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UA3 - Accès et voirie

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne possible à la circulation publique.

2 - Voirie

Les voies de desserte privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UA4 - Desserte par les réseaux

Tous les dispositifs projetés relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

1 - Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement

2.1 - Eaux usées

Toute nouvelle construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit comporter un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur. L'assainissement sera de préférence implanté coté rue pour en faciliter l'entretien et la vidange.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.

Dans les secteurs UAi, UA1i et UAh, toute construction nouvelle devra comporter un clapet anti-retour.

2.2 - Eaux pluviales

Lorsque le réseau public recueillant les eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales ou de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (récupération en citerne ou en puit perdu).

3 – Electricité - Téléphone

La mise en souterrain des lignes de télécommunication, de télédistribution et des lignes électriques basse tension ainsi que leurs branchements est obligatoire dans le périmètre de protection au titre des abords de l'église du village de Villy le Moutier inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Elle est recommandée partout ailleurs.

ARTICLE UA5 - Caractéristiques des terrains

Les caractéristiques des terrains devront permettre un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

ARTICLE UA6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

- En dehors des secteurs UA1 et UA1i :

Les constructions seront implantées soit à l'alignement des limites séparatives du domaine public, soit avec un recul minimum de 4 m.

Des implantations différentes peuvent être autorisées lorsqu'il s'agira de composer avec un bâtiment existant ancien qui ne serait pas implanté selon les règles précédentes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux annexes et Bâtiments annexes d'une surface hors œuvre brute inférieures à 40m² et sur un seul niveau.

- Dans les secteurs UA1 et UA1i « cœur de village » :

Les règles précédentes ne s'appliquent pas aux secteurs UA1 et UA1i. L'implantation des constructions neuves dans ces secteurs devra composer avec celle des constructions mitoyennes. Leur bonne insertion dans leur environnement sera examinée au cas par cas.

- Dans l'ensemble de la zone UA :

Pour l'application de ces règles, ne sont pas prises en compte les parties de construction ci-après :

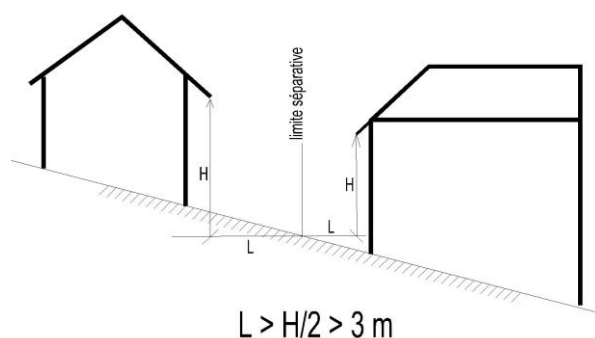
- cheminées, ouvrages techniques et autres superstructures dépassant de la toiture (antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.),
- lucarnes intéressant au plus dix pour cent de la longueur de façade,
- toute saillie inférieure ou égale à 1,20 m par rapport au mur de la façade.

Toutefois, en cas d'implantation à l'alignement, les saillies visées ci-dessus doivent respecter les règlements de voirie.

ARTICLE UA7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

-En dehors des secteurs UA1 et UA1i :

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres ($L > H/2$ minimum 3 mètres).



Toutefois ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages (poste de transformation, de répartition, etc. postes de détente, gaz, autocommutateurs, constructions annexes, clôtures, abris bus etc.) dont la construction est envisagée par les services publics ou leur concessionnaires (E.D.F., G.D.F., P.T.T., T.D.F., services de voirie.

La reconstruction à l'identique peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures.

- Dans les secteurs UA1 et UA1i « cœur de village » :

Les règles précédentes ne s'appliquent pas aux secteurs UA1 et UA1i L'implantation des constructions neuves dans ces secteurs devra composer avec celle des constructions mitoyennes. Leur bonne insertion dans leur environnement sera examinée au cas par cas.

- Dans l'ensemble de la zone UA :

Pour l'application de ces règles, ne sont pas prises en compte les parties de construction ci-après :

- cheminées, ouvrages techniques et autres superstructures dépassant de la toiture (antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.),
- lucarnes intéressant au plus dix pour cent de la longueur de façade,
- toute saillie inférieure ou égale à 1,20 m par rapport au mur de la façade.

ARTICLE UA8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

A moins que les bâtiments ne soient contigus, la distance entre deux constructions sur un même terrain doit être telle que les conditions de passage et de fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie soient satisfaites.

ARTICLE UA9 - Emprise au sol

Aucune prescription n'est imposée.

ARTICLE UA10 - Hauteur des constructions

- Dans l'ensemble de la zone UA :

Sont pris en compte dans le calcul de la hauteur, les niveaux situés au-dessus du niveau :

- soit du trottoir ou de l'accotement, si le bâtiment est construit à l'alignement,
- soit du sol existant, s'il y a retrait.

Les annexes et les abris de jardins ne doivent comprendre qu'un niveau. Leur hauteur est limitée à 4 mètres.

La hauteur des bâtiments à usage agricole n'est pas limitée.

La hauteur des autres constructions ne doit pas excéder trois niveaux y compris les combles aménagés (R+1+C). Dans le cas de combles aménagés, il ne sera autorisé qu'un seul niveau dans les combles qui seront surcroît d'une hauteur d'1 mètre maximum. La hauteur au faîtage ne doit pas excéder 9 mètres.

Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, les équipements collectifs d'infrastructure peuvent être exemptés de la règle de la hauteur.

Le premier niveau de chaque construction doit être situé au maximum 0,40m au-dessus du terrain naturel avant aménagements et mesuré au point le plus bas de chaque façade.

- En dehors des secteurs UA_i, UA1_i et UA_h :

La hauteur des annexes et des abris de jardins, jusqu'au sommet, toiture comprise, de la construction, ne doit pas excéder 4 mètres. Elle est mesurée à partir du niveau du sol naturel avant terrassements.

- Dans les secteurs UA_i, UA1_i et UA_h:

La hauteur du plancher bas des nouvelles constructions y compris des annexes sera déterminée avec les services de la DDT compétents afin de prendre en compte les risques d'inondabilité.

La hauteur des annexes et des abris de jardins est de 4 mètres à compter du plancher bas.

ARTICLE UA11 - Aspect extérieur

1 - Généralités

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

Les exhaussements de sol autour d'une construction ne pourront pas excéder 0,40 mètres de haut, la pente du talus ne devant pas excéder 30 %.

Les constructions y compris les annexes doivent avoir un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages urbains ou naturels, ainsi qu'avec la conservation des perspectives monumentales.

Elles respecteront les caractères traditionnels dominants en matière de formes et pentes de toiture, percements, teintes et matériaux. Les éléments notoirement étrangers à la région sont interdits.

Les éléments se rapportant au commerce (devantures de magasins et leurs enseignes) doivent être intégrés dans la composition architecturale des bâtiments sans porter atteinte de par leurs dimensions, leurs couleurs, les matériaux employés, au caractère de l'environnement.

L'aspect des constructions qui, par leur surface ou leur volume, ne peuvent s'assimiler à des bâtiments traditionnels, devra par le jeu des formes, les techniques et les matériaux, exprimer une recherche qui traduise de manière esthétique le caractère fonctionnel de ces constructions et assure leur bonne intégration au cadre bâti.

Les constructions ou éléments bâtis repérés sur le document graphique au titre des articles L.123.1.7 et R.123-11.h du code de l'urbanisme seront conservés et restaurés dans leurs caractéristiques patrimoniales (voir annexe 3.1.2. du règlement).

2 - Toitures

2.1 - Forme des toitures

- Dans l'ensemble de la zone UA :

Les toitures des constructions principales seront à deux pans, ou en combinaison de toitures à deux pans et leur pente reprendra la dominante du secteur (40° à 45°). La pente des toitures des bâtiments agricoles pourra être comprise entre 20% et 45%

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux marquises, auvents, vérandas, ni aux Bâtiments annexes pour lesquels les toitures à un seul versant sur volume isolé sont autorisées. Elles peuvent également être admises en cas d'extension de bâtiments principaux ou si elles entrent dans la composition d'un ensemble de toitures décalées.

Les toitures-terrasses sont interdites pour les bâtiments principaux ; elles sont cependant admises comme liaison entre toitures.

Les capteurs solaires sont autorisés. Ils devront être soit placés au sol soit intégrés à la pente du toit lorsqu'ils sont implantés sur des bâtiments avec toiture à un ou deux pans. Leur impact visuel depuis l'espace public fera l'objet d'un examen au cas par cas.

- Dans les secteurs UA1 et UA1i « cœurs de village » :

- Dans ces secteurs, la ligne de faîtage du toit des constructions neuves devra composer avec celle des constructions mitoyennes. Leur bonne insertion dans leur environnement sera examinée au cas par cas.

2.2 – Matériaux de couverture

Les bâtiments actuellement couverts en tuiles plates, en tuile à emboîtement, en tuiles mécaniques devront conserver ou reprendre ces matériaux.

Les autres bâtiments seront couverts :

- en tuiles plates traditionnelles de Bourgogne de tons vieillis nuancés,
- en tuiles mécaniques losangées, de type « Montchanin »,
- en tuiles mécaniques à côtes, de type « côte de Beaune »,
- en tuiles d'aspect petit moule d'aspect strictement plat,

- en tuiles plates de grand format de tons vieillis nuancés sur les pans de toit de surface supérieure à 200m².

Les tuiles de couleur noire sont interdites.

Sur les bâtiments agricoles pourront être autorisées les couvertures métalliques, les couvertures en fibro-ciment et les couvertures en bacs acier. Sont interdits les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

2.3 – Percements de toiture

Sont autorisés :

- les lucarnes traditionnelles en bas de toiture, correspondant au caractère du bâtiment,
- les châssis fonte dits « vasistas »,
- les tuiles de verre.

Seront examinés au cas par cas, au vu de leur impact visuel depuis l'espace public les châssis rampants modernes de type « vélux ».

En l'absence du surcroît d'une hauteur d'1 mètre demandé à l'article UA10 du présent règlement, aucun percement en comble ne pourra être autorisé ultérieurement autrement qu'en pignon.

3. Ouvertures et menuiseries

En ce qui concerne les constructions anciennes :

- les menuiseries anciennes seront dans la mesure du possible conservées ou remplacées à l'identique,
- les nouveaux percements seront proportionnés de manière à être en harmonie avec les percements existants.
- les volets seront soit pleins à traverses, soit persiennés, soit intérieurs à panneaux.

Pour les constructions neuves, les volets roulants sont admis sous réserve que le coffre soit encastré et que les glissières soient en retrait par rapport au nu de la façade.

Les teintes seront choisies dans les palettes traditionnelles à l'exclusion des blancs et des tons bois. *On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).*

4. Façades

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades.

Les façades des bâtiments autres qu'agricoles doivent être enduites, avec ou sans peinture, à l'exception des pierres destinées dès l'origine à rester visibles (encadrements, bandeaux corniches, etc.). Les autres murs peuvent être enduits ou jointoyés à fleur (enduit dit à pierre vue, joints dits beurrés). Les enduits seront constitués de préférence par un mélange de chaux et de sable du ton de la pierre locale. Les encadrements auront l'aspect des matériaux utilisés localement : pierre ou enduit.

Les parements de façades des bâtiments agricoles pourront être constitués :

- de maçonnerie enduite
- de bardage de bois ou de métal,
- de brique ou de pierre

Si les murs des bâtiments agricoles sont enduits, leur aspect doit être compatible avec l'aspect des murs et des enduits des constructions traditionnelles de la commune.

Sont interdits :

- les matériaux de construction apparents prévus pour être protégés par un enduit,

- les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

5 - Clôtures

Les murs de clôtures, les murets et les haies repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que déplacement ou ouverture de porte ou portail, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les autres murs anciens seront conservés et restaurés dans leur caractéristiques patrimoniales. La hauteur totale des ouvrages de clôture ne doit pas dépasser 2 mètres.

6 - Divers

6.1. Citernes

Les citernes de gaz ou de fuel doivent être soit disposées sur les terrains de façon à être invisibles des voies de desserte ou dissimulées par un écran végétal de différentes essences.

6.2. Bâtiments annexes

- Les Bâtiments annexes devront se conformer aux dispositions suivantes :

- murs extérieurs en bois traité pour permettre un vieillissement naturel, ou recouverts d'enduits,
- couverture en tuiles de tons vieillis ou nuancés ou en matériaux colorés mats d'aspect proche.

Les constructions mettant en œuvre des principes d'économie d'énergie active ou passive (solaire et/ou bioclimatique) pourront déroger à certains des alinéas ci-dessus de façon à ne pas limiter les possibilités de réalisation spécifiques telles que serres, vérandas, bow-windows, terrasses vertes, capteurs solaires, etc.

ARTICLE UA12 - Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues, il est exigé :

- 1 place de stationnement pour 60m² de SHON pour les logements,
- 1 place de stationnement pour 80m² de SHON pour les activités artisanales et industrielles,
- 1 place de stationnement pour 25m² de SHON pour les activités commerciales,
- 1 place de stationnement pour 20m² de SHON pour les bureaux,
- 1 place de stationnement pour 10m² de salle pour les restaurants,
- 1 place de stationnement pour 2 chambres pour les hôtels.

La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule est de 12,5 m², y compris les accès.

Toutefois, en application de l'article R.111.4 du code de l'urbanisme, il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement, lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

ARTICLE UA13 - Espaces libres et plantations - espaces boisés classés

Les éléments repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que le déplacement ou l'ouverture d'un accès, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Des plantations arbustives pourront être imposées pour accompagner certaines constructions ou installations.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article UA14 - Coefficient d'occupation du sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols.

Article UA15 - Dépassement du coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

TITRE 2 - ZONES URBAINES

ZONE UE

VOCATION DE LA ZONE

Cette zone est une zone d'équipements communale à vocation de loisirs.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Article UE1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits :

- les constructions à usage d'habitation
- les constructions à usage hôtelier,
- les constructions à usage d'activités économiques,
- les constructions à usage d'entrepôts commerciaux,
- les constructions à usage agricole,
- les caravanes isolées, les camping-cars,
- les terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs,
- les parcs d'attractions ouverts au public,
- les terrains affectés au garage collectif de caravanes,
- les carrières.

ARTICLE UE2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés les bâtiments, installations et travaux, y compris les bâtiments d'accueil, d'exploitation et de gardiennage sous réserve qu'ils soient nécessaires au fonctionnement de la zone de loisirs.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UE3 - Accès et voirie

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne possible à la circulation publique.

2 - Voirie

Les voies de desserte privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UE4 - Desserte par les réseaux

Tous les dispositifs projetés relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

1 - Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement

2.1 - Eaux usées

Toute nouvelle construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit comporter un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

L'assainissement sera de préférence implanté coté rue pour en faciliter l'entretien et la vidange.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.

2.2 - Eaux pluviales

Lorsque le réseau public recueillant les eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales ou de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain_ (récupération en citerne ou en puit perdu).

3 – Electricité - Téléphone

La mise en souterrain des lignes de télécommunication, de télédistribution et des lignes électriques basse tension ainsi que leurs branchements est obligatoire dans le périmètre de protection au titre des abords de l'église du village de Villy le Moutier inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Elle est recommandée partout ailleurs.

ARTICLE UE5 - Caractéristiques des terrains

Les caractéristiques des terrains devront permettre un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

ARTICLE UE6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions seront implantées soit à l'alignement des limites séparatives du domaine public, soit avec un recul minimum de 4 m.

Des implantations différentes peuvent être autorisées lorsqu'il s'agira de composer avec un bâtiment existant ancien qui ne serait pas implanté selon les règles précédentes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux annexes et Bâtiments annexes d'une surface hors œuvre brute inférieures à 40m² et sur un seul niveau.

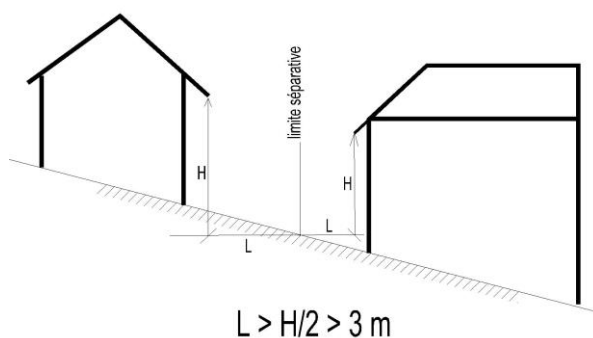
Pour l'application de ces règles, ne sont pas prises en compte les parties de construction ci-après :

- cheminées, ouvrages techniques et autres superstructures dépassant de la toiture (antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.),
- lucarnes intéressant au plus dix pour cent de la longueur de façade,
- toute saillie inférieure ou égale à 1,20 m par rapport au mur de la façade.

Toutefois, en cas d'implantation à l'alignement, les saillies visées ci-dessus doivent respecter les règlements de voirie.

ARTICLE UE7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres ($L > H/2$ minimum 3 mètres).



Toutefois ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages (poste de transformation, de répartition, etc. postes de détente, gaz, autocommutateurs, constructions annexes, clôtures, abris bus etc.) dont la construction est envisagée par les services publics ou leur concessionnaires (E.D.F., G.D.F., P.T.T, T.D.F., services de voirie.

La reconstruction à l'identique peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures.

ARTICLE UE8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

A moins que les bâtiments ne soient contigus, la distance entre deux constructions sur un même terrain doit être telle que les conditions de passage et de fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie soient satisfaites.

ARTICLE UE9 - Emprise au sol

Aucune prescription n'est imposée.

ARTICLE UE10 - Hauteur des constructions

Sont pris en compte dans le calcul de la hauteur, les niveaux situés au-dessus du niveau :

- soit du trottoir ou de l'accotement, si le bâtiment est construit à l'alignement,
- soit du sol existant, s'il y a retrait.

Les annexes et des abris de jardins ne doivent comprendre qu'un niveau.

La hauteur des autres constructions ne doit pas excéder trois niveaux y compris les combles aménagés (R+1+C). Dans le cas de combles aménagés, il ne sera autorisé qu'un seul niveau dans les combles qui seront surcroît d'une hauteur d'1 mètre maximum. La hauteur au faîtage ne doit pas excéder 9 mètres.

Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, les équipements collectifs d'infrastructure peuvent être exemptés de la règle de la hauteur.

Le premier niveau de chaque construction doit être situé au maximum 0,40 m au-dessus du terrain naturel avant aménagements et mesuré au point le plus bas de chaque façade.

La hauteur des annexes et des abris de jardins, jusqu'au sommet, toiture comprise, de la construction, ne doit pas excéder 4 mètres. Elle est mesurée à partir du niveau du sol naturel avant terrassements.

ARTICLE UE11 - Aspect extérieur

1 - Généralités

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

Les exhaussements de sol autour d'une construction ne pourront pas excéder 0,40 mètres de haut, la pente du talus ne devant pas excéder 30 %.

Les constructions y compris les annexes doivent avoir un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages urbains ou naturels, ainsi qu'avec la conservation des perspectives monumentales.

Elles respecteront les caractères traditionnels dominants en matière de formes et pentes de toiture, percements, teintes et matériaux. Les éléments notoirement étrangers à la région sont interdits.

L'aspect des constructions qui, par leur surface ou leur volume, ne peuvent s'assimiler à des bâtiments traditionnels, devra par le jeu des formes, les techniques et les matériaux, exprimer une recherche qui traduise de manière esthétique le caractère fonctionnel de ces constructions et assure leur bonne intégration au cadre bâti.

Les constructions ou éléments bâtis repérés sur le document graphique au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme^o seront conservés et restaurés dans leurs caractéristiques patrimoniales (*voir annexe 3.1.2. du règlement*).

2 - Toitures

2.1 - Forme des toitures

Les toitures des constructions principales seront à deux pans, ou en combinaison de toitures à deux pans et leur pente reprendra la dominante du secteur (40° à 45°).

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux marquises, auvents, vérandas, ni aux Bâtiments annexes.

Les toitures à un seul versant sur volume isolé sont autorisées pour les appentis, les Bâtiments annexes et les annexes. Elles peuvent également être admises en cas d'extension de bâtiments principaux ou si elles entrent dans la composition d'un ensemble de toitures décalées.

Les toitures-terrasses sont interdites pour les bâtiments principaux ; elles sont cependant admises comme liaison entre toitures.

Les constructions mettant en œuvre des principes d'économie d'énergie active ou passive (solaire et/ou bioclimatique) pourront déroger à certains des alinéas ci-dessus de façon à ne pas limiter les possibilités de réalisation spécifiques telles que serres, vérandas, bow-windows, terrasses vertes, capteurs solaires, etc.

2.2 – Matériaux de couverture

Les bâtiments actuellement couverts en tuiles plates, en tuile à emboîtement, en tuiles mécaniques devront conserver ou reprendre ces matériaux.

Les autres bâtiments seront couverts :

- en tuiles plates traditionnelles de tons vieillis nuancés,
- en tuiles plates de grand format de tons vieillis nuancés,
- en tuiles à emboîtement (14 /m² minimum) de tons vieillis nuancés,
- pour les toitures à faible pente, en matériaux colorés mats d'aspect proche de ceux visé ci-dessus.

Les tuiles de grand format sont autorisées pour des pans de toit de surface supérieure à 200m².

Les tuiles de couleur noire sont interdites. Sont également interdits les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

2.3 – Percements de toiture

Sont autorisés :

- les lucarnes traditionnelles en bas de toiture, correspondant au caractère du bâtiment,
- les châssis fonte dits « vasistas »,

- les tuiles de verre,
- les châssis rampants modernes lorsqu'ils n'influent pas sur la perception des toitures depuis les voies ouvertes au public,

En l'absence du surcroît d'une hauteur d'1 mètre demandé à l'article UA10 du présent règlement, aucun percement en comble ne pourra être autorisé ultérieurement autrement qu'en pignon.

3. Ouvertures et menuiseries

En ce qui concerne les constructions anciennes :

- les menuiseries anciennes seront dans la mesure du possible conservées ou remplacées à l'identique,
- les nouveaux percements seront proportionnés de manière à être en harmonie avec les percements existants.
- les volets seront soit pleins à traverses, soit persiennés, soit intérieurs à panneaux.

Pour les constructions neuves, les volets roulants sont admis sous réserve que le coffre soit encastré et que les glissières soient en retrait par rapport au nu de la façade.

Les teintes seront choisies dans les palettes traditionnelles.

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

4. Façades

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades.

Les façades des bâtiments d'habitation doivent être enduites, avec ou sans peinture, à l'exception des pierres destinées dès l'origine à rester visibles (encadrements, bandeaux corniches, etc.). Les autres murs peuvent être enduits ou jointoyés à fleur (enduit dit à pierre vue, joints dits beurrés).

Les enduits seront constitués de préférence par un mélange de chaux et de sable du ton de la pierre locale.

Les encadrements auront l'aspect des matériaux utilisés localement : pierre ou enduit.

5 - Clôtures

Les murs de clôtures, les murets et les haies repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que déplacement ou ouverture de porte ou portail, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les autres murs anciens seront conservés et restaurés dans leur caractéristiques patrimoniales. La hauteur totale des ouvrages de clôture ne doit pas dépasser 2 mètres.

6 - Divers

6.1. Citernes

Les citernes de gaz ou de fuel doivent être soit disposées sur les terrains de façon à être invisibles des voies de desserte ou dissimulées par un écran végétal de différentes essences.

6.2. Bâtiments annexes

Les Bâtiments annexes devront se conformer aux dispositions suivantes :

- murs extérieurs en bois traité pour permettre un vieillissement naturel, ou recouverts d'enduits,
- couverture en tuiles de tons vieillis ou nuancés ou en matériaux colorés mats d'aspect proche.

ARTICLE UE12 - Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE UE13 - Espaces libres et plantations - espaces boisés classés

Les éléments repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que le déplacement ou l'ouverture d'un accès, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Des plantations arbustives pourront être imposées pour accompagner certaines constructions ou installations.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article UE14 - Coefficient d'occupation du sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols.

Article UE15 - Dépassement du coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

TITRE 2 - ZONES URBAINES

ZONE UF

VOCATION DE LA ZONE

Cette zone est affectée aux activités économiques : industries peu nuisantes, installations commerciales et artisanales.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE UF1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits :

- Les constructions à usage d'habitation,
- les installations classées soumises à autorisation et à déclaration,
- les caravanes isolées, les camping-cars,
- les terrains affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs,
- les camps d'accueil pour tentes et caravanes,
- les aires de jeux et de sports ouvertes au public,
- les parcs d'attractions ouverts au public,
- les terrains affectés au garage collectif de caravanes,
- les carrières.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UF3 - Accès et voirie

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne possible à la circulation publique.

2 - Voirie

Les voies de desserte privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE UF4 - Desserte par les réseaux

Tous les dispositifs projetés relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

1 - Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement

2.1 - Eaux usées

Toute nouvelle construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit comporter un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

L'assainissement sera de préférence implanté coté rue pour en faciliter l'entretien et la vidange.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.

2.2 - Eaux pluviales

Lorsque le réseau public recueillant les eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales ou de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués

de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. (récupération en citerne ou en puit perdu).

3 – Electricité - Téléphone

La mise en souterrain des lignes de télécommunication, de télédistribution et des lignes électriques basse tension est recommandée.

La mise en souterrain des lignes de télécommunication, de télédistribution et des lignes électriques basse tension ainsi que leurs branchements est obligatoire.

ARTICLE UF5 - Caractéristiques des terrains

Les caractéristiques des terrains devront permettre un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

ARTICLE UF6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions peuvent s'implanter à l'alignement des voies publiques existantes, modifiées ou à créer.

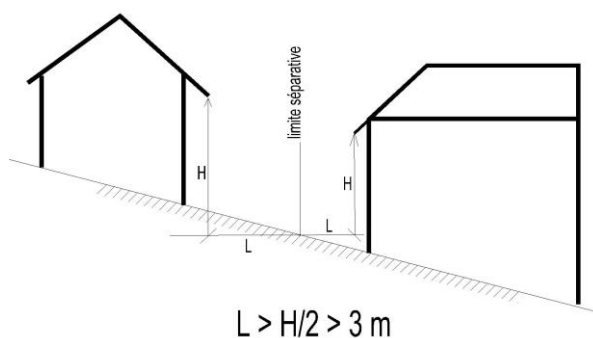
Dans le cas où les constructions s'implantent en retrait par rapport à l'alignement, ce retrait est au minimum de 4 mètres

Toutefois les constructions à l'identique après sinistre sont autorisées.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux ouvrages (poste de transformation, de répartition, etc. postes de détente, gaz, autocommutateurs, constructions annexes, clôtures, abris bus etc.) dont la construction est envisagée par les services publics ou leur concessionnaires (E.D.F., G.D.F., Télécommunication, T.D.F., services de voirie.

ARTICLE UF7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres ($L > H/2$ minimum 3 mètres).



Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions à usage de silos,

ARTICLE UF8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

A moins que les bâtiments ne soient contigus, la distance entre deux constructions sur un même terrain doit être telle que les conditions de passage et de fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie soient satisfaites.

ARTICLE UF9 - Emprise au sol

Aucune prescription n'est imposée.

ARTICLE UF10 - Hauteur des constructions

Sont pris en compte dans le calcul de la hauteur, les niveaux situés au-dessus du niveau :

- soit du trottoir ou de l'accotement, si le bâtiment est construit à l'alignement,
- soit du sol existant, s'il y a retrait.

Les annexes et des abris de jardins ne doivent comprendre qu'un niveau. La hauteur, jusqu'au sommet, toiture comprise, de la construction, ne doit pas excéder 4 mètres. Elle est mesurée à partir du niveau du sol naturel avant terrassements.

La hauteur des autres constructions ne doit pas excéder 9 mètres au faîtage à l'exception des constructions à usage de silos dont la hauteur n'est pas limitée. Dans le cas de combles aménagés, il ne sera autorisé qu'un seul niveau dans les combles qui seront sur surcroît d'une hauteur d'1 mètre maximum. La hauteur au faîtage ne doit pas excéder 9 mètres.

Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, les équipements collectifs d'infrastructure peuvent être exemptés de la règle de la hauteur.

Le premier niveau de chaque construction doit être situé au maximum 0,40m au-dessus du terrain naturel avant aménagements et mesuré au point le plus bas de chaque façade.

ARTICLE UF11 - Aspect extérieur

1 - Généralités

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

Les exhaussements de sol autour d'une construction ne pourront pas excéder 0,40 mètres de haut, la pente du talus ne devant pas excéder 30 %.

Les constructions y compris les annexes doivent avoir un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages urbains ou naturels, ainsi qu'avec la conservation des perspectives monumentales.

Elles respecteront les caractères traditionnels dominants en matière de formes et pentes de toiture, percements, teintes et matériaux. Les éléments notoirement étrangers à la région sont interdits.

L'aspect des constructions qui, par leur surface ou leur volume, ne peuvent s'assimiler à des bâtiments traditionnels, devra par le jeu des formes, les techniques et les matériaux, exprimer une recherche qui traduise de manière esthétique le caractère fonctionnel de ces constructions et assure leur bonne intégration au cadre bâti.

Les constructions ou éléments bâtis repérés sur le document graphique au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés et restaurés dans leurs caractéristiques patrimoniales (voir annexe 3.1.2. du règlement).

2 - Toitures

2.1 - Forme des toitures

Les toitures des constructions principales seront à deux pans, ou en combinaison de toitures à deux pans. Elles seront comprises entre 20% et 45%.

Les toitures à un seul versant sur volume isolé sont autorisées pour les appentis, les Bâtiments annexes et les annexes. Elles peuvent également être admises en cas d'extension de bâtiments principaux ou si elles entrent dans la composition d'un ensemble de toitures décalées.

Les toitures-terrasses sont interdites pour les bâtiments principaux ; elles sont cependant admises comme liaison entre toitures.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux silos.

Les capteurs solaires sont autorisés. Ils devront être soit placés au sol soit intégrés à la pente du toit lorsqu'ils sont implantés sur des bâtiments avec toiture à un ou deux pans. Leur impact visuel depuis l'espace public fera l'objet d'un examen au cas par cas.

2.2 – Matériaux de couverture

Sont autorisées pour les constructions principales et les annexes les couvertures métalliques, les couvertures en fibro-ciment et les couvertures en bacs acier .

Sont interdits les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

Les autres matériaux autorisés sont :

- les tuiles plates traditionnelles de Bourgogne de tons vieillis nuancés,
- les tuiles mécaniques losangées, de type « Montchanin »,
- les tuiles mécaniques à côtes, de type « côte de Beaune »,
- les tuiles d'aspect petit moule d'aspect strictement plat,
- les tuiles plates de grand format de tons vieillis nuancés sur les pans de toit de surface supérieure à 200m².

Les tuiles de couleur noire sont interdites

2.3 – Percements de toiture

Sont autorisés :

- les lucarnes traditionnelles en bas de toiture, correspondant au caractère du bâtiment,
- les châssis fonte dits « vasistas »,
- les tuiles de verre.

Seront examinés au cas par cas, au vu de leur impact visuel depuis l'espace public les châssis rampants modernes de type « velux ».

En l'absence du surcroît d'une hauteur d'1 mètre demandé à l'article UF10 du présent règlement, aucun percement en comble ne pourra être autorisé ultérieurement autrement qu'en pignon.

3. Ouvertures et menuiseries

Les volets roulants sont admis sous réserve que le coffre soit encastré et que les glissières soient en retrait par rapport au nu de la façade.

Les teintes seront choisies dans les palettes traditionnelles.

4. Façades

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades.

Les parements de façades des bâtiments des constructions principales et des annexes pourront être constitués :

- de maçonnerie enduite
- de bardage de bois ou de métal,
- de brique ou de pierre

Si les murs sont enduits, leur aspect doit être compatible avec l'aspect des murs et des enduits des constructions traditionnelles de la commune.

Sont interdits :

- les matériaux de construction apparents prévus pour être protégés par un enduit,
- les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

5 - Clôtures

Les murs de clôtures, les murets et les haies repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que déplacement ou ouverture de porte ou portail, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les autres murs anciens seront conservés et restaurés dans leurs caractéristiques patrimoniales. La hauteur totale des ouvrages de clôture ne doit pas dépasser 2 mètres.

6 - Divers

6.1. Citernes

Les citernes de gaz ou de fuel doivent être soit disposées sur les terrains de façon à être invisibles des voies de desserte ou dissimulées par un écran végétal de différentes essences.

6.2. Bâtiments annexes

Les Bâtiments annexes devront se conformer aux dispositions suivantes :

- murs extérieurs en bois traité pour permettre un vieillissement naturel, ou recouverts d'enduits,
- couverture en tuiles de tons vieillis ou nuancés ou en matériaux colorés mats d'aspect proche.

ARTICLE UF12 - Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE UF13 - Espaces libres et plantations - espaces boisés classés

Les éléments repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que le déplacement ou l'ouverture d'un accès, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Des plantations arbustives pourront être imposées pour accompagner certaines constructions ou installations.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article UF14 - Coefficient d'occupation du sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols.

Article UF15 - Dépassement du coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

TITRE 3 - ZONES AGRICOLES

ZONE A

VOCATION DE LA ZONE

Cette zone est affectée aux activités agricoles.

Elle comporte le secteur Ai inondable.

Elle comporte également des constructions repérées sur le plan de zonage pour leur intérêt patrimonial par le sigle « Ap » :

* la démolition de ces constructions est soumise à autorisation préalable de démolir en application des articles L.123-1-7 et R.123-11-h du code de l'urbanisme,

* le changement de destination de ces constructions est autorisé dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole en application de l'article L.123.3.1. du code de l'urbanisme.

Ces constructions font l'objet de fiches patrimoniales qui figurent en annexe du présent règlement.

ARTICLE A1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Dans l'ensemble de la zone A :

- toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation agricole, aux services publics ou d'intérêt collectif à l'exception des changements de destination autorisés sous condition par l'article A2.

-En secteur Ai « zone humide et/ou inondable » :

Sont interdits tous les travaux, constructions, installations qui ne sont pas autorisés à l'article A2, dont :

- les créations de sous-sol enterrés ou aériens.,
- les remblaiements sauf s'ils sont liés à des travaux de bâtiments et d'infrastructures de transports autorisés,
- les clôtures nouvelles à l'exception des clôtures agricoles et des clôtures autorisées sous conditions à l'article A2.

ARTICLE A2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- Dans l'ensemble de la zone A :

Peut être autorisé, en application de l'article L.123.3.1. du code de l'urbanisme, et dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole :

- le changement de destination des bâtiments agricoles repérés sur le plan de zonage en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial par le sigle « Ap ».

- Dans les secteurs Ai:

Sont autorisées :

- les clôtures nouvelles végétales ou avec simple grillage sans mur bahut, l'entretien et la restauration des murs anciens.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE A3 - Accès et voirie

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne possible à la circulation publique.

2 - Voirie

Les voies de desserte privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE A4 - Desserte par les réseaux

Tous les dispositifs projetés relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

1 - Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement

2.1 - Eaux usées

Toute nouvelle construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit comporter un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur. L'assainissement sera de préférence implanté coté rue pour en faciliter l'entretien et la vidange.

Dans le secteur Ai, toute construction nouvelle devra comporter un clapet anti-retour.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.

2.2 - Eaux pluviales

Lorsque le réseau public recueillant les eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales ou de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. (récupération en citerne ou en puit perdu).

3 – Electricité - Téléphone

La mise en souterrain des lignes de télécommunication, de télédistribution et des lignes électriques basse tension ainsi que leurs branchements est obligatoire dans le périmètre de protection au titre des abords de l'église du village de Villy le Moutier inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monument historique. Elle est recommandée partout ailleurs.

ARTICLE A5 - Caractéristiques des terrains

Les caractéristiques des terrains devront permettre un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

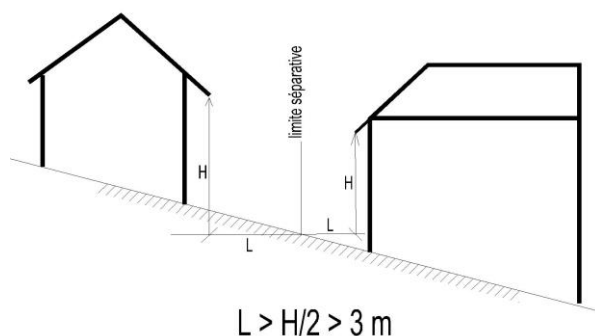
ARTICLE A6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées en retrait minimum de 4 mètres par rapport à la limite séparative du domaine public.

Toutefois les reconstructions après sinistre sont admises sur l'emprise des fondations antérieures.

ARTICLE A7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres ($L > H/2$ minimum 3 mètres).



ARTICLE A8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

A moins que les bâtiments ne soient contigus, la distance entre deux constructions sur un même terrain doit être telle que les conditions de passage et de fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie soient satisfaites.

ARTICLE A9 - Emprise au sol

Aucune prescription n'est imposée.

ARTICLE A10 - Hauteur des constructions

Sont pris en compte dans le calcul de la hauteur, les niveaux situés au-dessus du niveau :

- soit du trottoir ou de l'accotement, si le bâtiment est construit à l'alignement,
- soit du sol existant, s'il y a retrait.

Les annexes et des abris de jardins ne doivent comprendre qu'un niveau. La hauteur des annexes et des abris de jardins, jusqu'au sommet, toiture comprise, de la construction, ne doit pas excéder 4 mètres.

La hauteur des bâtiments à usage agricole n'est pas limitée.

La hauteur des autres constructions ne doit pas excéder trois niveaux y compris les combles aménagés (R+1+C). Dans le cas de combles aménagés, il ne sera autorisé qu'un seul niveau dans les combles qui seront sur surcroît d'une hauteur d'1 mètre maximum. Elle ne doit pas excéder 9 mètres au faîtage.

Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, les équipements collectifs d'infrastructure peuvent être exemptés de la règle de la hauteur.

- Hors secteurs Ai :

Le premier niveau de chaque construction doit être situé au maximum 0,40m au-dessus du terrain naturel avant aménagements et mesuré au point le plus bas de chaque façade.

- Dans les secteurs Ai :

La hauteur du plancher bas des nouvelles constructions y compris des annexes sera déterminée avec les services de la DDT compétents afin de prendre en compte les risques d'inondabilité.

La hauteur des annexes et des abris de jardins est de 4 mètres à compter du plancher bas.

ARTICLE A11 - Aspect extérieur

1 - Généralités

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

Les exhaussements de sol autour d'une construction ne pourront pas excéder 0,40 mètres de haut, la pente du talus ne devant pas excéder 30 %.

Les constructions y compris les annexes doivent avoir un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages urbains ou naturels, ainsi qu'avec la conservation des perspectives monumentales.

Elles respecteront les caractères traditionnels dominants en matière de formes et pentes de toiture, percements, teintes et matériaux. Les éléments notoirement étrangers à la région sont interdits.

Les éléments se rapportant au commerce (devantures de magasins et leurs enseignes) doivent être intégrés dans la composition architecturale des bâtiments sans porter atteinte de par leurs dimensions, leurs couleurs, les matériaux employés, au caractère de l'environnement.

L'aspect des constructions qui, par leur surface ou leur volume, ne peuvent s'assimiler à des bâtiments traditionnels, devra par le jeu des formes, les techniques et les matériaux, exprimer une recherche qui traduise de manière esthétique le caractère fonctionnel de ces constructions et assure leur bonne intégration au cadre bâti.

Les constructions ou éléments bâtis repérés sur le document graphique au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme 7 seront conservés et restaurés dans leurs caractéristiques patrimoniales (voir annexe *annexe 3.1.2. du règlement*).

2 - Toitures

2.1 - Forme des toitures

La pente des toitures des bâtiments agricoles pourra être comprise entre 20% et 45%.

Les toitures des constructions à usage d'habitation seront à deux pans, ou en combinaison de toitures à deux pans et leur pente reprendra la dominante du secteur (généralement 40° à 45°) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux marquises, auvents, vérandas, ni aux Bâtiments annexes.

Les toitures à un seul versant sur volume isolé sont autorisées pour les appentis et les bâtiments annexes. Elles peuvent également être admises en cas d'extension de bâtiments principaux ou si elles entrent dans la composition d'un ensemble de toitures décalées.

Les toitures-terrasses sont interdites pour les bâtiments principaux ; elles sont cependant admises comme liaison entre toitures.

Les capteurs solaires sont autorisés. Ils devront être soit placés au sol soit intégrés à la pente du toit lorsqu'ils sont implantés sur des bâtiments avec toiture à un ou deux pans. Leur impact visuel depuis l'espace public fera l'objet d'un examen au cas par cas.

Dans les secteurs urbanisés ou dans leurs prolongements :

- lorsque la rue est orientée nord-sud : la ligne de faîtage du toit sera parallèle à la voie.
- lorsque la rue est orientée est-ouest, la ligne de faîtage du toit sera perpendiculaire à la voie.
- Des implantations différentes peuvent être autorisées lorsqu'il s'agira de composer avec un bâtiment existant ancien qui ne serait pas implanté selon les règles précédentes.

Dans les secteurs agricoles :

Les toits des constructions à un ou deux versants respecteront les orientations dominantes des constructions de la commune, avec la ligne du faîtage du toit principal orientée nord-sud. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments annexes d'une superficie inférieure à 6m².

2.2 – Matériaux de couverture

Sur les bâtiments agricoles pourront être autorisées les couvertures métalliques, les couvertures en fibro-ciment et les couvertures en bacs acier. Sont interdits les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

Les bâtiments actuellement couverts en tuiles plates, devront conserver ou reprendre ces matériaux.

Les autres matériaux autorisés sont :

- les tuiles plates traditionnelles de Bourgogne de tons vieillis nuancés,
- les tuiles mécaniques losangées, de type « Montchanin »,
- les tuiles mécaniques à côtes, de type « côte de Beaune »,
- les tuiles d'aspect petit moule d'aspect strictement plat,

- les tuiles plates de grand format de tons vieillis nuancés sur les pans de toit de surface supérieure à 200m².

Les tuiles de couleur noire sont interdites.

2.3 – Percements de toiture

Sont autorisés :

- les lucarnes traditionnelles en bas de toiture, correspondant au caractère du bâtiment,
- les châssis fonte dits « vasistas »,
- les tuiles de verre,
- les châssis rampants modernes lorsqu'ils n'influencent pas sur la perception des toitures depuis les voies ouvertes au public,

Seront examinés au cas par cas, au vu de leur impact visuel depuis l'espace public les châssis rampants modernes de type « vélux ».

En l'absence du surcroît d'une hauteur d'1 mètre demandé à l'article A10 du présent règlement, aucun percement en comble ne pourra être autorisé ultérieurement autrement qu'en pignon.

3 – Ouvertures et menuiseries

En ce qui concerne les constructions anciennes :

- les menuiseries anciennes seront dans la mesure du possible conservées ou remplacées à l'identique,
- les nouveaux percements seront proportionnés de manière à être en harmonie avec les percements existants.
- les volets seront soit pleins à traverses, soit persiennés, soit intérieurs à panneaux.

Pour les constructions neuves, les volets roulants sont admis sous réserve que le coffre soit encastré et que les glissières soient en retrait par rapport au nu de la façade.

Les teintes seront choisies dans les palettes traditionnelles.

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

4. Façades

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades .

Les façades des bâtiments d'habitation doivent être enduites, avec ou sans peinture, à l'exception des pierres destinées dès l'origine à rester visibles (encadrements, bandeaux corniches, etc.). Les autres murs peuvent être enduits ou jointoyés à fleur (enduit dit à pierre vue, joints dits beurrés). Les enduits seront constitués de préférence par un mélange de chaux et de sable du ton de la pierre locale. Les encadrements auront l'aspect du matériau local : pierre ou traitement d'enduit.

Les parements de façades des bâtiments agricoles pourront être constitués :

- de maçonnerie enduite
- de bardage de bois ou de métal,
- de brique ou de pierre

Si les murs sont enduits, leur aspect doit être compatible avec l'aspect des murs et des enduits des constructions traditionnelles de la commune.

5 - Clôtures

Les murs de clôtures, les murets et les haies repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que déplacement ou ouverture de

porte ou portail, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.
La hauteur totale des ouvrages de clôture ne doit pas dépasser 2 mètres.

6 - Divers

6.1. Citernes

Les citernes de gaz ou de fuel doivent être soit disposées sur les terrains de façon à être invisibles des voies de desserte ou dissimulées par un écran végétal de différentes essences.

6.2. Bâtiments annexes

Les bâtiments annexes devront se conformer aux dispositions suivantes :

- murs extérieurs en bois traité pour permettre un vieillissement naturel, ou recouverts d'enduits,
- couverture en tuiles de tons vieillis ou nuancés ou en matériaux colorés mats d'aspect proche.

ARTICLE A12 - Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pour les logements, 2 places de stationnement par logement seront exigées sauf impossibilité liée à la configuration du terrain.

ARTICLE A13 - Espaces libres et plantations - espaces boisés classés

Les éléments repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que le déplacement ou l'ouverture d'un accès, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Des plantations arbustives pourront être imposées pour accompagner certaines constructions ou installations.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article A14 - Coefficient d'occupation du sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols.

Article A15 - Dépassement du coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

TITRE 3 - ZONES NATURELLES

ZONE N

VOCATION DE LA ZONE

Cette zone est à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages ainsi que de la présence d'activités forestières.

Elle comporte les secteurs :

- Ni naturel « inondable » soumis à prescriptions,
- Nc « camping » autorisant le camping,
- Ne « élevage » autorisant sous condition les abris pour les animaux,
- Nei « élevage inondable » soumis à prescriptions,
- Neh « élevage humide » soumis à prescriptions
- Nj autorisant les Bâtiments annexes, les piscines et les constructions nécessaires à l'activité agricole,
- Nji « jardins inondables » soumis à prescriptions,
- Njh « jardins humides » soumis à prescriptions
- Np « pêche » autorisant sous condition les chalets de pêche.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Article N1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sur l'ensemble de la zone N :

Sont interdits

- Toutes les travaux, constructions et installations qui ne sont pas autorisées à l'article N2.

-Dans les secteurs Ni, Nei, Nji, Neh et Njh:

Sont interdits tous les travaux, constructions, installations qui ne sont pas autorisés à l'article N2, dont :

- les créations de sous-sol enterrés ou aériens.,
- les remblaiements sauf s'ils sont liés à des travaux de bâtiments et d'infrastructures de transports autorisés,
- les clôtures nouvelles à l'exception des clôtures agricoles et des clôtures autorisées sous conditions à l'article N2.

ARTICLE N2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisées si et seulement si elles ne portent pas atteinte à l'intérêt des sites, des milieux naturels et des paysages, les occupations et utilisations du sol suivantes :

Sur l'ensemble de la zone N

- les constructions à usage d'équipement collectif public,
- les équipements publics d'infrastructures et de superstructures,
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

En dehors des secteurs Nei , Nji, Neh et Njh :

* les extensions mesurées et les annexes des constructions existantes à condition qu'elles se situent dans leur proximité immédiate,

- la reconstruction après sinistre des constructions existantes,
- les clôtures.

- En dehors des secteurs Nc, Ne, Nei, Neh, Nj, Nji, Njh:

- les constructions et équipements liés à l'exploitation forestière y compris les abris de chasse et les installations nécessaires à l'observation de la faune et de la flore.

- Dans les secteurs Ni, Nei, Nji, Neh et Njh :

- la reconstruction après sinistre des constructions existantes, sous réserve que le sinistre ne soit pas lié à une inondation.
- les clôtures nouvelles végétales ou avec simple grillage sans mur bahut pour les jardins privés, privatifs et publics,
- l'entretien et la restauration des murs anciens.

- En secteur Nc :

Sont autorisés :

- les travaux, constructions et installations nécessaires au fonctionnement du camping, à conditions qu'ils n'aient pas pour effet d'augmenter sa capacité d'accueil.

- En secteur Ne, Nei et Neh:

- les abris à animaux ouverts ou fermés uniquement sur deux côtés, à raison de 10m² par hectare.

-En secteur Nj :

- les annexes et Bâtiments annexes d'une superficie inférieure à 30 m² à raison d'un abri et d'une annexe par unité foncière,
- les piscines extérieures.
- les constructions nécessaires à l'activité agricole.

-En secteur Nji et Njh:

- les annexes et bâtiments annexes d'une superficie inférieure à 15 m² à raison d'un abri et d'une annexe par unité foncière,
- les piscines à condition d'être matérialisées hors d'eau.

- En secteur Np :

- les chalets de pêche d'une surface hors oeuvre brute de 50m² maximum, à raison d'une unité par étang.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE N3 - Accès et voirie

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne possible à la circulation publique.

2 - Voirie

Les voies de desserte privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

ARTICLE N4 - Desserte par les réseaux

Tous les dispositifs projetés relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

1 - Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

En l'absence de réseau public, la mise en œuvre d'installations individuelles pourra éventuellement être autorisée, sous réserve que ces ouvrages produisent un volume d'eau suffisant et de qualité satisfaisante eu égard aux normes sanitaires en vigueur et dans des conditions telles que la protection des nappes soit assurée.

2 - Assainissement

2.1 - Eaux usées

Toute nouvelle construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit comporter un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

L'assainissement sera de préférence implanté coté rue pour en faciliter l'entretien et la vidange.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.

Dans les secteurs Ni, Nei, Nji, toute construction nouvelle devra comporter un clapet anti-retour.

2.2 - Eaux pluviales

Lorsque le réseau public recueillant les eaux pluviales existe, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales ou de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (récupération en citerne ou en puit perdu).

3 – Electricité - Téléphone

La mise en souterrain des lignes de télécommunication, de télédistribution et des lignes électriques basse tension ainsi que leurs branchements est obligatoire dans le périmètre de protection au titre des abords de l'église du village de Villy le Moutier inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Elle est recommandée partout ailleurs.

ARTICLE N5 - Caractéristiques des terrains

Les caractéristiques des terrains devront permettre un dispositif d'assainissement individuel conforme au schéma d'assainissement et aux règles sanitaires en vigueur.

ARTICLE N6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions y compris les annexes et les Bâtiments annexes, peuvent être implantées :

- soit à l'alignement sur rue
- soit dans le prolongement d'un bâtiment existant
- soit en retrait.

Pour l'application de ces règles, ne sont pas prises en compte les parties de construction ci-après :

- cheminées, ouvrages techniques et autres superstructures dépassant de la toiture (antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.),
- lucarnes intéressant au plus dix pour cent de la longueur de façade,
- toute saillie inférieure ou égale à 1,20 m par rapport au mur de la façade.

Toutefois, en cas d'implantation à l'alignement, les saillies visées ci-dessus doivent respecter les règlements de voirie.

ARTICLE N7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent être implantées :

- soit en limite séparative,
- soit en respectant une marge d'isolement telle que la distance comptée horizontalement entre tout point du bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 4 mètres.

Pour l'application de ces règles, ne sont pas prises en compte les parties de construction ci-après :

- cheminées, ouvrages techniques et autres superstructures dépassant de la toiture (antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.),
- lucarnes intéressant au plus dix pour cent de la longueur de façade,
- toute saillie inférieure ou égale à 1,20 m par rapport au mur de la façade.

ARTICLE N8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

A moins que les bâtiments ne soient contigus, la distance entre deux constructions sur un même terrain doit être telle que les conditions de passage et de fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie soient satisfaites.

ARTICLE N9 - Emprise au sol

Aucune prescription n'est imposée.

ARTICLE N10 - Hauteur des constructions

- Dans l'ensemble de la zone N :

Sont pris en compte dans le calcul de la hauteur, les niveaux situés au-dessus du niveau :

- soit du trottoir ou de l'accotement, si le bâtiment est construit à l'alignement,
- soit du sol existant, s'il y a retrait.

Les annexes, les abris de jardins, les abris de chasse, les abris pour animaux et les cabanes de pêche ne doivent comprendre qu'un niveau.

La hauteur des bâtiments à usage agricole et sylvicole n'est pas limitée.

La hauteur des autres constructions ne doit pas excéder deux niveaux y compris les combles aménagés (R+C). Dans le cas de combles aménagés, il ne sera autorisé qu'un seul niveau dans les combles qui seront surcroît d'une hauteur d'1 mètre maximum. La hauteur au faîtage ne doit pas excéder 6 mètres.

Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, les équipements collectifs d'infrastructure peuvent être exemptés de la règle de la hauteur.

- En dehors des secteurs Ni, Nei, Neh, Nji et Njh:

Le premier niveau de chaque construction doit être situé au maximum 0,40 mètres au-dessus du terrain naturel avant aménagements et mesuré au point le plus bas de chaque façade.

La hauteur des annexes et des abris de jardins jusqu'au sommet, toiture comprise, de la construction, ne doit pas excéder 4 mètres.

- Dans les secteurs Ni, Nei, Neh, Nji et Njh :

La hauteur du plancher bas des nouvelles constructions sera déterminée avec les services de la DDT compétents.

La hauteur des annexes, abris de jardins et abris pour animaux sera de 4 mètres à compter du plancher bas.

ARTICLE N11 - Aspect extérieur

1 - Généralités

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

Les exhaussements de sol autour d'une construction ne pourront pas excéder 0,40 mètres de haut, la pente du talus ne devant pas excéder 30 %.

Les constructions y compris les annexes doivent avoir un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages urbains ou naturels, ainsi qu'avec la conservation des perspectives monumentales.

Elles respecteront les caractères traditionnels dominants en matière de formes et pentes de toiture, percements, teintes et matériaux. Les éléments notoirement étrangers à la région sont interdits.

L'aspect des constructions qui, par leur surface ou leur volume, ne peuvent s'assimiler à des bâtiments traditionnels, devra par le jeu des formes, les techniques et les matériaux, exprimer une recherche qui traduise de manière esthétique le caractère fonctionnel de ces constructions et assure leur bonne intégration

Les constructions ou éléments bâtis repérés sur le document graphique au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés et restaurés dans leurs caractéristiques patrimoniales (voir annexe 3.1.2. du règlement).

2 - Toitures

2.1 - Forme des toitures

Les toitures des constructions principales seront à deux pans, ou en combinaison de toitures à deux pans et leur pente reprendra la dominante du secteur (généralement 40° à 45°) La pente des toitures des bâtiments agricoles et sylvicoles pourra avoir une pente comprise entre 20% et 45%. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux marquises, auvents, vérandas, ni aux bâtiments annexes.

Les toitures à un seul versant sur volume isolé -sont autorisées pour les appentis et les annexes. Elles peuvent également être admises en cas d'extension de bâtiments principaux ou si elles entrent dans la composition d'un ensemble de toitures décalées.

Les toitures-terrasses sont interdites pour les bâtiments principaux ; elles sont cependant admises comme liaison entre toitures.

Les toits des constructions à un ou deux versants respecteront les orientations dominantes des constructions de la commune, avec la ligne du faîtage du toit principal orientée nord-sud. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments annexes d'une superficie inférieure à 6m².

Les capteurs solaires sont autorisés. Ils devront être soit placés au sol soit intégrés à la pente du toit lorsqu'ils sont implantés sur des bâtiments avec toiture à un ou deux pans. Leur impact visuel depuis l'espace public fera l'objet d'un examen au cas par cas.

2.2 – Matériaux de couverture

Les bâtiments actuellement couverts en tuiles plates, en tuile à emboîtement, en tuiles mécaniques, devront conserver ou reprendre ces matériaux.

Les autres bâtiments seront couverts :

- en tuiles plates traditionnelles de Bourgogne de tons vieillis nuancés,
- en tuiles mécaniques losangées, de type « Montchanin »,
- en tuiles mécaniques à côtes, de type « côte de Beaune »,
- en tuiles d'aspect petit moule d'aspect strictement plat,
- en tuiles plates de grand format de tons vieillis nuancés sur les pans de toit de surface supérieure à 200m².

Les tuiles de couleur noire sont interdites.

Sont interdits les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

Sur les bâtiments agricoles pourront être autorisées les couvertures métalliques, les couvertures en fibro-ciment et les couvertures en bacs acier. Sont interdits les matériaux non revêtus, brillants, de mauvais aspect de surface, ou dont le vieillissement altère l'aspect.

2.3 – Percements de toiture

Sont autorisés :

- les lucarnes traditionnelles en bas de toiture, correspondant au caractère du bâtiment,
- les châssis fonte dits « vasistas »,
- les tuiles de verre,
- les châssis rampants modernes lorsqu'ils n'influencent pas sur la perception des toitures depuis les voies ouvertes au public,

Seront examinés au cas par cas, au vu de leur impact visuel depuis l'espace public les châssis rampants modernes de type « vélux ».

En l'absence du surcroît d'une hauteur d'1 mètre demandé à l'article N 10 du présent règlement, aucun percement en comble ne pourra être autorisé ultérieurement autrement qu'en pignon.

3 – Ouvertures et menuiseries

En ce qui concerne les constructions anciennes :

- les menuiseries anciennes seront dans la mesure du possible conservées ou remplacées à l'identique,
- les nouveaux percements seront proportionnés de manière à être en harmonie avec les percements existants.
- les volets seront soit pleins à traverses, soit persiennés, soit intérieurs à panneaux.

Pour les constructions neuves, les volets roulants sont admis sous réserve que le coffre soit encastré et que les glissières soient en retrait par rapport au nu de la façade.

Les teintes seront choisies dans les palettes traditionnelles.

On consultera les fiches d'orientations « Restaurer, construire en Côte d'Or » réalisées par le Service départemental de l'architecture (annexe 5 du rapport de présentation).

4. Façades

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades.

Les façades des bâtiments d'habitation doivent être enduites, avec ou sans peinture, à l'exception des pierres destinées dès l'origine à rester visibles (encadrements, bandeaux corniches, etc.). Les autres murs peuvent être enduits ou jointoyés à fleur (enduit dit à pierre vue, joints dits beurrés). Les enduits seront constitués de préférence par un mélange de chaux et de sable du ton de la pierre locale. Les encadrements auront l'aspect du matériau local : pierre ou traitement d'enduit.

Les parements de façades des bâtiments agricoles pourront être constitués :

- de maçonnerie enduite
- de bardage de bois ou de métal,
- de brique ou de pierre

Si les murs sont enduits, leur aspect doit être compatible avec l'aspect des murs et des enduits des constructions traditionnelles de la commune.

5 - Clôtures

Les murs de clôtures, les murets et les haies repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que déplacement ou ouverture de porte ou portail, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

La hauteur totale des ouvrages de clôture ne doit pas dépasser 2 mètres.

6 - Divers

6.1. Citernes

Les citernes de gaz ou de fuel doivent être soit disposées sur les terrains de façon à être invisibles des voies de desserte ou dissimulées par un écran végétal de différentes essences.

6.2. Bâtiments annexes

Les Bâtiments annexes devront se conformer aux dispositions suivantes :

- murs extérieurs en bois traité pour permettre un vieillissement naturel, ou recouverts d'enduits,
- couverture en tuiles de tons vieillis ou nuancés ou en matériaux colorés mats d'aspect proche.

ARTICLE N12 - Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE N13 - Espaces libres et plantations - espaces boisés classés

Les éléments repérés sur le document graphique comme éléments paysagers à protéger au titre des articles L.123.1.7 et R.123.11.h du code de l'urbanisme seront conservés ou refaits à l'identique. Des adaptations mineures, telles que le déplacement ou l'ouverture d'un accès, sont toutefois possibles, dans la mesure où l'harmonie de l'ensemble est préservée et la sécurité de l'accès sur la voirie assurée.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Des plantations arbustives pourront être imposées pour accompagner certaines constructions ou installations.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article N14 - Coefficient d'occupation du sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols.

Article N15 - Dépassement du coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

COMMUNE DE VILLY-LE-MOUTIER

PLAN LOCAL D'URBANISME



3.1.2. ANNEXE AU REGLEMENT :

Eléments, secteurs et constructions protégés au titre de l'article L.123.1.7° et de l'article R.123.11.h) du code de l'urbanisme

COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°1

- Parcelle D 130
- Repérage sur la carte

Rue Saint Etienne
N° 1

Descriptif :

- Evolution possible :
Aménagement d'une aire de
stationnement et restauration de
l'intérieur

La partie la plus ancienne de l'église, le chœur et son abside en cul de four remonte au 11^{ème} siècle.

La nef est du 13^{ème} siècle. La toiture était couverte de laves et fut remaniée et recouverte en tuiles plates vernissées après le 15^{ème} siècle.

La façade occidentale avec son portail en plein cintre, ses colonnes à chapiteau.

La nef est voûtée d'un lambris sous tendue de 5 poutres enguelées.

L'église est entourée du cimetière.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°2

- Parcelle D 474
- Repérage sur la carte
- Date : 17^{ème} siècle

- Maison privée

Rue du Château
N° 2

Descriptif :

Maison de maître en briques grand volume, toit quatre pans en tuiles plates avec faîtières vernissées, faisant partie d'une ferme.

On aperçoit sur la gauche de la photo le toit 6 pans d'une petite chapelle.

Cette construction est plus typique du Val de Saône.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHES N°3

- Parcelle ZE 35
- Repérage sur la carte
- Date : Très ancien

Rue du Château
N° 3

Descriptif :

Moulin construit en pierre sur le Meuzin.
Il fait partie de la ferme Joigneault.
Il y a un bief qui alimentait le moulin et vers
le mur qui apparaît sur la photo, un battoir.

- Maison privée



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°4

- Parcelle D 146 – D 147
 - Repérage sur la carte
 - Date : dans les années 1930
-
- Evolution possible : Bâtiment communal

Rue Saint Etienne
N° 4

Descriptif :

Construction fin 19^{ème} siècle pour le local pompier, en pierre, toit deux pans, mais on remarque sa porte en arrondi plein cintre.

La maisonnette sur le côté est l'abri de la bascule, refaite il y a une trentaine d'années.

La bascule est une bascule dite romaine.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°5

- Parcelle D 455
- Repérage sur la carte

- Bâtiment communal

Centre du Village
N° 5

Descriptif :

Construction en pierre fin du 19^{ème} siècle.

Cour fermée surmontée d'une balustre.
Elle abritait l'école des filles au siècle dernier, et maintenant elle fait office de airie et de salle de fêtes.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°6

- Parcelle ZE 45
- Repérage sur la carte

- Bâtiment communal

Rue Saint Révérien
N° 6

Descriptif :

Bâtiment du 19^{ème} siècle.

Toit quatre pans, en pierre. Cette bâtisse de grand volume abrite deux salles de classe et jusqu'il y a une vingtaine d'années le logement de l'instituteur.

L'escalier pignon sud est une construction peu esthétique pour la sécurité de la salle de classe du 1^{er} étage.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°7

- Parcelle D 463
- Repérage sur la carte

- Evolution possible : Construction communale

Sortie de Village – D 20
N° 7

Descriptif :

Passerelle métallique simple sans garde-fou, ce qui permettait aux personnes de traverser le Meuzin, et servait de raccourci.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°8

- Parcelle ZE 27
- Repérage sur la carte

- Evolution possible : Construction communale à conserver

Sortie de Village – D 20
N° 8

Descriptif : Construction en pierre, avec toit deux pans et murs de soutènement avançant dans la rivière (Meuzin), car il s'agit d'un lavoir. Il y avait une cheminée à l'intérieur, ce qui permettait aux lavandières de se chauffer et aussi de cuire leur lessive.

Il manque une pièce principale, le bateau, celui-ci était amarré à deux glissières prises dans chaque mur et suivait le niveau d'eau.

La légende dit qu'une fois, il s'était décroché et que quelques femmes étaient parties au fil de l'eau.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°9

- Adresse et N° de parcelle
- Repérage sur la carte
- Datation

Route de Corberon C2 732
N° 9

Descriptif :

- Evolution possible : à conserver et à entretenir

Passage à gué ou glacis construit en pavé à l'époque Gallo Romaine est dans l'axe d'une voie romaine reliant Autun à Besançon et permettait le passage de la rivière aux chars.
Il est encore utilisé de nos jours.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°10

- Adresse et N° de parcelle
- Repérage sur la carte

Route de Corberon C2 732
N° 10

- Construction communale

Descriptif :

Passerelle métallique simple sans garde-fou, ce qui permettait aux personnes de traverser le Meuzin, et servait de raccourci.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°11

- Parcelle B111
- Repérage sur la carte
- Datation

- Evolution possible : Construction privée

Place du Tilleul – Hameau de Longvay
N° 11

Descriptif :

Reste d'une belle maison du 18^{ème} siècle, ce porche en pierre en arrondi plein cintre est surmonté d'un pigeonnier en pierre également, couvert d'un toit d'un seul pan.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°12

- Parcelle B118
- Repérage sur la carte

- Evolution possible : Maison privée

Rue des Prés - Hameau de Longvay
N° 12

Descriptif :

Partie d'une jolie cour de ferme, avec pigeonier construit en pierre et brique, toit quatre pans, hélas à l'abandon.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N° 13

- Parcelle ZB 30
- Repérage sur la carte

- Intérêt

- Evolution possible : Bâtiment communal

Route d'Argilly
N° 13

Descriptif :

Construction en pierre, toit deux pans, à cheval sur la rivière.

Les deux fenêtres étaient en arrondi plein cintre et elles étaient grillagées. A l'intérieur, les lavandières disposaient de deux niveaux de pierre pour laver (suivant le niveau d'eau).

Devant les fenêtres, il manque le système de vannage, ce qui permettait de réguler un peu le cours d'eau.



COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°14

- Adresse et N° de parcelle
- Repérage sur la carte

Route départementale 115
N° 14

Descriptif

Ferme isolée ancienne
dite de la Rente de Lhée
constituée de plusieurs bâtiments










COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°15

Repérage sur la carte

A à K

Puits et ponts communaux :
 Constructions en pierre entretenues par
 les riverains ou chez certains particuliers.

		
« rue du Milieu » A	« chemin de Marigny » K	« rue d'Amont » B
		
« impasse du Cormot » C	« chemin du Meix Coquard » D	« rue du Milieu » E
		
« rue du Milieu » Pont en pierre F	« chemin de la Grande Aige » H	« rue du Milieu » Pont en pierre G

COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°16

Bandes Enherbées et Chemins piétons

A conserver et entretenir

		
« Rue d'Amont »	« Rue de st Etienne »	« Chemin de la Grande Aige »
		
« chemin de marigny »	« chemin de marigny »	« chemin de marigny »
		
« rue des prés »	« rue des prés »	« chemin de Marigny »

COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7
FICHE N°17°

Murs et Haies

Exemples de clôtures à recommander :
Murets avec grille
Murets couverts de tuiles
Haies végétales de diverses essences

Ne pas recommander
Murs en parpaings
Haies végétales façon mur

		
« chemin de Marigny »	« chemin de Marigny »	« rue des blés »
		
« route de Ruffey »	« chemin de Marigny »	« chemin de Marigny »
		
« rue de st Etienne »	« route de Ruffey »	« rue des blés »

COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER
PATRIMOINE D'INTERET LOCAL
A PROTEGER AU TITRE DES ARTICLES L.430-1 et L.123-1-7°
FICHE N°18

Talus

Accès difficiles débouchent sur la
RD115

Conserver la végétation pour éviter les
éboulements

		
« rue de la Loyère »	« rue de la Loyère »	« rue d'Amont »
		
« Rue des saules »	« Rue des saules »	« Rue du milieu »
		
« Rue du milieu »	« Rue de la Loyère »	« Rue de la Loyère »